



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU

Séance du Comité syndical du 8 février 2017

Le du 8 février 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 1^{er} février 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

102

Nombre de délégués présents ou représentés :

61 dont 8 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Jean-Philippe LUCE (Bois d'Arcy), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Philippe LEBEAU (Pantin), M. Jean-Marie BALLEST (Puteaux), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Gauthier MOUGIN, M. Hervé LIEVRE, M. Antoine DUPIN.

Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROT, M. Pascal TURANO.

Grand Paris Sud Est Avenir : M. Thierry HEBBRECHT

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Jean-Pierre ANTONIO (Bry-sur-Marne), Mme Rina DUPRIET (Buc), M. Gilles LANCEL (Cachan), M. Marc FEUGERE (Chatenay-Malabry), Mme Tiffany CULANG (Saint-Mandé), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson), M. Didier HOFFMANN (Viroflay).

Suppléant sans voix délibératives :

M. Olivier BODO (Châtillon), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux), Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest).

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Mme BRUNEAU, M. Yves MENEL (Garches) à Mme DESCHIENS, M. Jacques GODARD à M. MILLARD, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à M. BUTIN, M. Julien BACHARD (Saint-Gratien) à M. CARON, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. ISOARD, M. Alain SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est) à M. FEUGERE, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à M. MOUGIN.

Etaient excusés : MM. CLERMONT et MEZURE (Bougival), M. BESNARD (Cachan), M. HEMONET (Colombes), M. BERTRAND (Fontenay-sous-Bois), M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil), M. PAQUIS (Les Lilas), M. GIRAULT et Mme JEN (Noisy-le-Sec), Mme PHOJO (Romainville), MM. PAGE et CURAT (Saclay), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), Mme BRAR-CHAVEAU (Vélizy-Villacoublay), M. Bernard ROCHE, Mme de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest), Mme OUBOUMOUR et M. HELIN (Grand Paris Sud Est Avenir), Mme BOUTEILLE (Paris Ouest la Défense), M. VASTEL (Vallée Sud Grand Paris).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation, et Malik SALEMKOUR Chargé de mission.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 8 décembre 2016
- 2 - Délibérations :
 - Adhésion de collectivités au SMAVM
 - Retrait de collectivités du SMAVM
 - Adhésion de collectivités à l'option du SMAVM
 - Transfert de la procédure de passation du marché Vélib'
 - Débat d'Orientations Budgétaires relatif au budget 2017
 - Modification du tableau des effectifs du Syndicat
 - Modification des statuts (sous réserve d'informations complémentaires)
 - Avenant n°10 à la convention de DSP Autolib' (sous réserve des documents du délégataire)
- 3 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Luc MILLARD est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 8 décembre 2016

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune autre observation n'est formulée.

Le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 8 décembre 2016 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations :

La Présidente indique concernant l'ordre du jour, que sur le premier point inscrit, faute de dossier complet parvenu au Syndicat, il est reporté à la prochaine séance.

Par ailleurs, en raison d'un problème informatique survenu, les membres du Comité n'ont pas reçu le Rapport d'Orientations Budgétaires annexé à la délibération relative au Débat d'Orientations Budgétaires. La présidente propose d'introduire ce débat en dernier point de l'ordre du jour, avec remise sur table du ROB et de la délibération s'y rapportant. Elle ajoute, qu'en complément de ce premier échange, que ce point sera inscrit formellement à l'ordre du jour du prochain Comité du 6 mars 2017, que le ROB et la délibération leur seront transmis à nouveau afin que les membres en prennent acte.

Le Comité syndical, accepte à l'unanimité ces propositions.

2-1 Retrait de collectivités du SMAVM

- Retrait de la commune de BOIS D'ARCY (délibération 2017 01)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité le retrait de de la commune de BOIS D'ARCY du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.*

- Retrait de DEFACTO (délibération 2017 02)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité le retrait de DEFACTO du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.*

- Retrait du Syndicat Interdépartemental pour la Gestion des Terrains Concédés à Sogaris (délibération 2017 03)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité le retrait du Syndicat Interdépartemental pour la Gestion des Terrains Concédés à Sogaris du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.*

2-2 Transfert de la Ville de Paris de la compétence de location de bicyclettes en libre-service au Syndicat pour adhésion à l'option Vélib' (délibération : 2017 04)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité le transfert de la Ville de Paris de la compétence de location de bicyclettes en libre-service au Syndicat pour l'adhésion à l'option Vélib'. **APPROUVE** la prise en charge par la Ville de Paris, pour 2017, des frais de fonctionnement du Syndicat, correspondant à la compétence déléguée et que le montant avancé sera déduit de sa contribution au titre de l'année 2018 et ajouté aux contributions des autres collectivités.*

2-3 Transfert de la procédure de passation du marché Vélib' (délibération : 2017 05)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité le transfert de la procédure de dialogue compétitif en cours lancée par le Mixte d'Études Vélib' Métropole au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole. **DIT** que la date d'effet de ce transfert sera la date de la réception, par la Présidente du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole du rapport de l'équipe en charge du dialogue compétitif transmis par la Présidente du Syndicat mixte d'études Vélib' Métropole prévue le 10 avril 2017 au plus tard. **AUTORISE** la Présidente à signer tous les actes relatifs à ce transfert.*

2-4 Modification du tableau des effectifs du Syndicat (délibération : 2017 06)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, la création des 8 emplois suivants :*

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois
Directeur/trice des affaires juridique, des finances et des contrats	1	Cadre d'emplois des Attachés
Chargé(e) de la commande publique	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Chargé(e) de la communication	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Comptable	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs ou des adjoints administratifs
Chargé paie /carrières / RH	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Assistant(e) des services	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Directeur/trice des services techniques	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs, Attachés, Techniciens
Cartographe /informaticien(ne)	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs ou des Attachés

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, que les emplois créés peuvent être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Administrateur		1
Attaché		2
Adjoint administratif		1
Ingénieur en chef		2
Ingénieur principal		3
Ingénieur		1
Agent de maîtrise principal		1
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois Attachés	Directeur/trice des affaires juridique, des finances et des contrats	1
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Chargé(e) de la commande publique	1
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Chargé(e) de la communication	1
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs ou des adjoints administratifs	Comptable	1
Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des Adjointes administratifs	Chargé paie /carrières/RH	1
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Assistant(e) des services	1
Cadre d'emplois des Ingénieurs, Attachés, Techniciens	Directeur/trice des services techniques	1
Cadre d'emplois des Ingénieurs ou Attachés	Cartographe/ informaticien(ne)	1
	Total des emplois	20

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2-5 Modification des statuts (délibération : 2017 07)

Dans la continuité des actions que la Métropole du Grand Paris a engagées en faveur des mobilités durables, elle souhaite participer au développement du service Vélib' sous la forme d'un engagement financier en faveur de toutes les communes souhaitant disposer du service Vélib'. La participation financière de la Métropole du Grand Paris sera fixée ultérieurement dans le cadre d'une convention financière. C'est pourquoi, afin que la Métropole du Grand Paris puisse participer au financement du service Vélib' et être associée pleinement à la mise en œuvre du nouveau service métropolitain, la modification des statuts est proposée.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité la modification des statuts ci-annexée. **AUTORISE** la Présidente à mettre au point et à signer les conventions de financement.

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

L'avenant proposé traite des sujets suivants :

1. Espaces ou Stations Autolib' installées pour des personnes autres que les collectivités membres du Concédant – modification du régime des Biens de Retour

Le Concessionnaire a été sollicité par des partenaires privés aux fins d'installation d'Espaces ou Stations Autolib' sur le domaine desdits partenaires situés, à la date de la sollicitation, sur le territoire de collectivités non-membres du Concédant.

Cette installation qui a reçu préalablement l'accord du Concédant avait pour but d'améliorer le maillage de Stations Autolib' en prolongeant le Service Public sur des sites qui ont été présentés comme commercialement attractifs du fait de la qualité des sites d'implantation du Service et du besoin important recensé par le Concessionnaire ou auprès des potentiels prospects interrogés.

Le Concessionnaire a engagé des travaux d'installation d'une Station Autolib' :

- sur le campus de HEC à Jouy en Josas où il existe, pour les étudiants, un besoin non pourvu de location de véhicules électrique en libre-service ;
- sur le domaine privé d'Incade à Aubervilliers dont le centre commercial était en cours de construction et dans lequel l'installation d'une Station Autolib' sur la commune d'Aubervilliers qui n'avait pas souhaité adhérer au Syndicat Mixte pouvait être d'un grand intérêt pour les usagers ;
- à Vaucresson, non membre du Syndicat Mixte en 2011, sur le domaine de la société Mount Vernon qui a mis à disposition des locaux pour le Concessionnaire afin d'y établir son siège social et permettre aux agents du Concessionnaire de pouvoir se rendre en Véhicules BLUECAR sur leur lieu de travail pour y prendre leur service à toute heure du jour ou de la nuit.

Il a été convenu entre le Concessionnaire, le partenaire sur le domaine privé duquel une Station Autolib' a été installée et le Concédant que le partenaire procèderait à l'acquisition complète pour le prix convenu de la Station Autolib' installée par le Concessionnaire ; par souci de clarté, l'acquisition complète comprend les travaux de génie civil, les études, les bornes de charges, bornes de location, borne d'abonnement les cas échéant, les réseaux enterrés, les raccordements électriques et de télécommunications, l'installation de la Station Autolib'.

Afin de contractualiser les relations entre le Concessionnaire et le partenaire, il est apparu une problématique liée à l'incompatibilité du régime des Biens de Retour prévu dans le DSP avec l'acquisition par une personne de droit privé d'une Station Autolib' installée sur le domaine privé régi lui-même par les règles du droit civil et notamment celles des baux commerciaux.

2. Espaces ou Stations Autolib' installées sur le domaine d'Établissements Publics membres du Syndicat Mixte qui perdent par la suite la qualité de membre

Le Concessionnaire a installé des Stations Autolib' sur des Périmètres en Voirie et hors Voirie d'établissements publics membres du Syndicat Mixte avec lesquels ledit Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public.

Ainsi, le 11 juin 2012 le Syndicat a conclu une convention de superposition d'affectation du domaine public avec Defacto, établissement public de gestion du quartier d'affaires de la Défense remplacée le 9 décembre 2014 par une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

De même, le Syndicat a conclu le 26 mai 2014 avec le Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris une convention relative au déploiement, au financement et à l'exploitation du service public Autolib'.

À l'issue de la réunion du Comité Syndical du Syndicat adoptant la modification des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Métropole afin d'y adjoindre la gestion de Vélib, les établissements publics ont perdu la capacité à être membre du Syndicat.

Le Concédant s'est tourné vers le Concessionnaire afin que ce dernier contracte des conventions d'occupation précaire du domaine public ou privé avec les établissements publics précités, puis éventuellement d'autres établissements dans le futur, en substitution des engagements contractés par le Concédant sans que cette modification entraîne pour le Concessionnaire une perte de son droit à obtenir du Concédant la subvention d'investissement prévue aux articles 42.1 à 42.3 de la Conventions de DSP ni un changement du régime des Biens de Retour.

Il est apparu dès lors la nécessité d'amender la Convention afin de prendre en compte les conséquences induites par la situation décrite ci-dessus.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité la Présidente à signer l'avenant n°10 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente indique que le prochain Bureau syndical se tiendra le 22 février, et le prochain Comité Syndical le 6 mars. Elle lève la séance à 17 heures 45.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie